

DIRECTIVE RETOUR

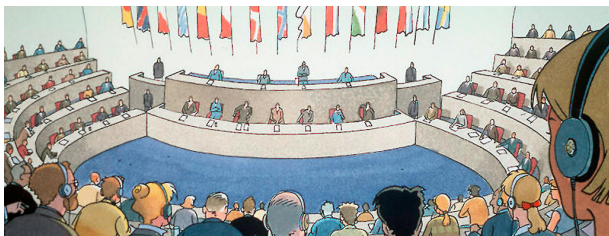
LES PLÉNIÈRES

Table ronde des stakeholders

La veille des plénières, une table ronde des stakeholders a été organisée pour permettre aux lobbys d'exprimer leur revendications et porter leurs intérêts. Parmi les sujets abordés: **l'IA et le travail**.

Face aux inquiétudes des ONG, Open AI a tenté tant bien que mal de dédramatiser les lobbys techs "nous ne sommes pas les grands méchants loups". L'entreprise a reconnu la nécessité d'identifier les nombreux risques liés à l'IA, au point que dans la salle on est allé jusqu'à se demander si les créateurs n'ont pas eux-même perdu le contrôle de la machine.

La nécessité de faciliter l'accès au travail par les migrants a été abordé par l'OIT qui rappelle que 8,84 millions d'emploi ne sont pas pourvu en UE. Cette idée a été appuyé par le CESE qui rappelle que les migrants salariés sont un apport sur le plan économique et fiscal. La fraternité étudiante belge d'extrême-droite Nationalistische Studentenvereniging s'est fortement opposé à ces discours en affirmant qu'il fallait privilégier les citoyens européens. Cette organisation a choqué certains participants en faisant quelques liens scandaleux entre migration, sécurité et terrorisme.



Conférence de presse de la Commission Européenne

L'évènement phare de cette conférence de presse est l'irruption des activistes du Front Commun qui sont venus dénoncer une **"directive de la honte"**, en brandissant des pancartes appelant à la compassion envers les migrants. On assiste à un certain paradoxe: les représentants phares de la société civile indiquent une faible prise en compte des droits fondamentaux, cela alors même que les institutions européennes prétendent mettre la solidarité au coeur du pacte.



Nous avons aussi profité de cette occasion pour poser quelques questions à Ursula Von der Leyen, nous sommes notamment revenu sur l'amendement mentionné dans notre entretien avec Juan Fernando Lopez Aguilar

Certains députés proposent un amendement de l'article 23 pour permettre aux Etats membres en situation d'urgence, notamment les pays d'accueil, de rélocaliser des ressortissants de pays tiers dans d'autre état membre pour permettre la solidarité?

Quels sont les plus grands défis à surmonter dans les prochains jours?

La Commission y est plutôt favorable, il s'agit d'une mesure en accord avec nos principes et fait partie des solutions à court terme dont nous avons besoins. C'est un amendement de bon sens qui s'inscrit dans l'esprit de cette directive, en permettant une gestion simplifiée face à des situations complexes.

La priorité c'est l'adoption de cette directive qui est importante et qui accelera le processus de ressortissants, il s'agit d'une grande avancée pour les citoyens. On espère que les institutions européennes trouverons un compromis et que le Parlement puis le Conseil l'adopteront en première lecture. Enfin pour ancrer l'esprit du pacte migration et l'asile, nous espérons que les propositions enrichiront ce texte: **il s'agit de trouver des compromis sans nous compromettre**



Adoption en première lecture à l'issu des plénières

Plénière du Parlement

Gibraltar a eu l'honneur d'assister à la plénière du Parlement Européen. Les partis ont eu l'occasion de faire part de leur désaccords à travers des discours éloquents et des échanges houleux.

La directive retour a été modifiée à coups de nombreux amendements qui ont suscité le débat.



Quelques regrets: Les associations ont exprimé leur regret quand au rejet certains amendements comme celui sur la prise en compte des LGBT dans les personnes vulnérables. Cependant l'adoption d'une mesure pour lutter davantage contre les réseaux de passeurs a redonné un peu de joie au front Commun.

En outre, les pays tiers ont exprimé leur regret face à l'adoption de l'amendement proposé par PPE modifiant l'article 8. Celui ci implique une "approche punitive" dans la coopération avec les autres Etats, selon les mots du représentant du Mali

"Nous défendons une IA pour l'humain"

La commission LIBE défend la modification de l'article 26 afin d'y intégrer une définition des risques inacceptables et les hauts risques de l'IA.

Celui-ci est adopté à 35 voix dans l'optique d'assurer une meilleure protection et plus de prudence face à l'IA.

"L'UE s'est construite sur un principe de solidarité et il est en notre devoir de l'honorer"

S&D, the left et PPE ont mis en place un principe de solidarité avec les pays d'accueil en situation d'urgence, des Etats membres . Les députés ont pris la parole pour mentionnant les conditions d'accueil déplorable en Italie.

Plénière du Conseil

Le Conseil ouvre ses portes, son président Pedro Sanchez donne le ton: "Nous sommes unis dans la diversité et dans la volonté d'obtenir un accord audacieux"

Niveau droit LGBT, les avancées ont été encore une fois mitigée. Une modification de l'Article 47 a été adopté, impliquant une inclusion explicite de "l'orientation sexuelle" dans le principe de non-discrimination . Cependant un amendement de l'article 5 a été rejeté: la situation particulière des personnes LGBT ne sera pas reconnu dans la directive. Pour l'Irlande ce genre de mesure est pourtant nécessaire si nous souhaitons "bâtir un avenir où l'UE est un exemple de compassion pour tous"

Du côté de l'Europe centrale, le triangle de Visegrád, réunissant la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie a saisi l'occasion de cette plénière pour dénoncer un délaissement de l'UE et un "universalisme allemand".

Leurs amendements ont été souvent rejeté. Les élus ont par exemple voter contre la modification de l'Article 20 qui cherchait à supprimer la limite de 4 mois maximal de rétention pour permettre une libre interprétation des Etats-membres. Cet amendement était notamment soutenu par la Slovaquie qui a corrélié crime et migration dans son discours, avant d'affirmer: "Si paris est une ville refuge, Bratislava ne le sera pas".

Les pays qui ont voté contre ont justifié leur désaccord en dénonçant une complexification du texte et un manque de considération des valeurs nationales

